

le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 1
Juillet 1963

Prix :
0,20 F

CE QUE NOUS SOMMES, CE QUE NOUS VOULONS

BREF HISTORIQUE DU MOUVEMENT COMMUNISTE

Avec Marx et Engels et leur Manifeste Communiste de 1848 apparaît un socialisme nouveau : le socialisme scientifique, qui se distingue du "socialisme des sectes" de la première moitié du XIX siècle par trois thèses capitales :

- L'émancipation de l'humanité sera l'œuvre du prolétariat ;
- Ce sont les contradictions mêmes du mode de production capitaliste qui conduisent, par un bond révolutionnaire, à la forme supérieure d'économie et de société qu'est le socialisme ;
- La transformation révolutionnaire est un processus international ; le parti révolutionnaire est donc ennemi de tout nationalisme.

Les phases principales du mouvement politique du prolétariat depuis la formulation du socialisme scientifique sont les suivantes :

LA LIGUE DES COMMUNISTES, pour laquelle Marx et Engels écrivirent le Manifeste historique de 1848, première proclamation du socialisme moderne, groupait des ouvriers européens. Elle fut dissoute en 1852, en raison de l'écrasement de la révolution qui ne pouvait que renforcer en son sein les tendances pré-marxistes. Marx formulait ainsi les tâches de la période suivante : une crise a amené la révolution, la crise est finie et nous avons été battus. Une autre viendra : il faut battre en retraite et préparer les armées pour la prochaine crise révolutionnaire.

LA PREMIERE INTERNATIONALE est fondée en 1864 sur le principe qui devint sa devise : "L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes". Groupant à

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB
Abonnement 1 an : ordinaire 9 F
de soutien 20 F

Correspondance :
B.P. 375 MARSEILLE-Colbert
B.P. 24 PARIS XIX

Versements : GAMBINI C.C.P. 2202 22 Marseille

la fois des organisations syndicales et politiques, elle marque la seconde tentative du socialisme scientifique de conquérir le mouvement ouvrier moderne. Cette lutte, qui est marquée par les polémiques historiques contre l'Anarchisme, héritier du socialisme petit-bourgeois de 1848, se termine de manière inconcluante: les tendances anarchistes gardent leur influence dans les pays latins, tandis que dans les pays germaniques et slaves le prolétariat semble encore loin de pouvoir jouer le rôle décisif auquel il sera plus tard appelé tant en raison du développement économique interne de ces pays que de la défaite de la Commune de Paris, première manifestation de la dictature du prolétariat, qui ne peut qu'ouvrir une phase de réaction dans laquelle la même conclusion qu'en 1852 s'impose. C'est pourquoi Marx et Engels préconisèrent le transfert à New York du Conseil Général de la Première Internationale, qui devait dès lors entrer en sommeil.

LA SECONDE INTERNATIONALE est fondée en 1889. La période qui s'ouvre alors se distingue de la première par son caractère pacifique, par l'absence de révolution. L'Europe orientale n'est même pas arrivée à la révolution bourgeoise. L'Europe occidentale entre dans la période de préparation "pacifique" de la future révolution prolétarienne. Partout se forme des partis socialistes à base prolétarienne qui créent leur presse quotidienne, leurs organismes de propagande, leurs syndicats et font entendre partout leur voix du haut des tribunes parlementaires. Le socialisme scientifique remporte une victoire complète sur le socialisme romantique pré-marxiste et gagne peu à peu toute l'Europe. D'une part se poursuivent la sélection et le rassemblement des forces du prolétariat pour les batailles futures. D'autre part, l'ambiance de paix sociale favorise une résurrection du vieux libéralisme au sein même des partis ouvriers sous la forme de l'opportunisme socialiste, que Lénine caractérisera ainsi: "A l'amélioration de la condition des esclaves en vue de la lutte contre l'esclavage salarié, il substitue l'abandon pour un sou, par les esclaves, de leur droit à la liberté. Il prêche lâchement la paix avec l'esclavagisme, la renonciation, la renonciation à la lutte de classe".

C'est cette tendance qui l'emporte lorsqu'en 1914 éclate la première guerre impérialiste mondiale, que la plupart des partis socialistes adhèrent à la défense nationale, entrent dans les gouvernements bourgeois, renoncent à toute lutte révolutionnaire, et que donc l'Internationale tombe en miettes.

LA TROISIEME INTERNATIONALE OU INTERNATIONALE COMMUNISTE est fondée en 1919 sur la lancée de la révolution prolétarienne en Russie. L'initiative historique en revient aux Bolcheviks russes, ancienne fraction de gauche de la II Internationale; ses deux pivots en Europe occidentale sont le Spartakusbund allemand et les Abstentionnistes italiens, seules fractions de la Seconde Internationale qui, dans les grands pays européens, soient restés fidèles non seulement à l'internationalisme, mais aux perspectives et aux buts révolutionnaires.

Dans la plupart des autres pays, les nouveaux partis communistes restent sous l'influence de la mentalité et des pratiques soit social-démocrates, soit anarcho-syndicalistes. Décimés par la répression, désorganisés par leur fusion de 1920 avec une fraction centriste, les Indépendants, qui veut "marier la république démocratique et les Soviets" (Lénine), les Spartakistes s'éteignent sans descendance. Par contre, la Gauche Communiste italienne devait assurer la continuité du programme et de la lutte communistes jusqu'à nos jours.

LA GAUCHE COMMUNISTE ITALIENNE ET MOSCOU

Née pour restaurer le programme révolutionnaire contre les déformations "libérales" et réformistes de la Seconde Internationale, pour constituer, précisément dans les partis communistes, les organismes d'assaut prolétariens contre l'Etat bourgeois, la Troisième Internationale faillit historiquement à sa tâche, au point que la situation du mouvement socialiste est beaucoup plus mauvaise aujourd'hui, presque vingt

ans après la fin de la seconde guerre mondiale, que lors de l'effondrement de l'Internationale Socialiste au début de la première. A certains égards, le danger d'une telle évolution se fit jour dès le début, comme la Gauche Communiste italienne en avertit la direction de Moscou dès les premières critiques qu'elle formula contre certaines des solutions organisatives et tactiques proposées par celle-ci.

De 1919 à 1926, cette critique de la Gauche porte à la fois sur une méthode trop hâtive de formation des partis communistes et sur une tactique trop élastique "pour la conquête des masses". Le critère qui lui fait successivement repousser l'adhésion directe à l'Internationale Communiste d'organisations indépendantes du parti communiste local ; le "parlementarisme révolutionnaire", le "front unique" politique avec les partis sociaux-démocrates et pis encore les "gouvernements ouvriers" est le suivant : le renforcement des partis communistes dépend, non de manœuvres tactiques, mais du cours révolutionnaire objectif qui n'a aucune raison de se conformer aux canons d'un progrès continu. La prise révolutionnaire du pouvoir peut être lointaine aussi bien que proche ; dans les deux cas, mais surtout dans le premier, s'y préparer c'est refuser toute action susceptible de faire retomber l'organisation communiste dans un opportunisme nouveau, mais analogue à celui de la II^e Internationale : électoralisme et démocratisation en politique, réformisme dans le domaine social.

A partir de 1926, la lutte se transporte sur le terrain directement politique et aboutit à la rupture. Les deux questions en jeu sont le "socialisme dans un seul pays" et l'anti-fascisme. Le "socialisme dans un seul pays" est une double négation du léninisme : il appelle "socialisme" ce que Lénine appelait "développement capitaliste à l'européenne dans la Russie petite-bourgeoise et semi-médiévale" ; il délie le sort de la révolution ^{russe} de celui de la révolution prolétarienne européenne et mondiale. C'est la doctrine de la contre-révolution : à l'intérieur, parce qu'il justifie la répression contre les Internationalistes, Trotsky en tête ; à l'extérieur, parce qu'il favorise l'écrasement des courants de gauche par les fractions centristes, souvent survivances directes de la social-démocratie, qui "capitulent sur toute la ligne devant la bourgeoisie" (Trotsky).

La principale manifestation de cet abandon de la lutte communiste est précisément donnée par la substitution du mot d'ordre de défense de la démocratie contre le fascisme à celui de la prise révolutionnaire du pouvoir. Le phénomène s'est manifesté non seulement dans l'Internationale Communiste après la chute du bastion allemand par la victoire en 1933 de Hitler, mais jusque dans l'opposition dite Trotskyiste qui la présentait comme une simple "phase" de la lutte par laquelle il fallait passer avant de pouvoir poser les revendications maxima du prolétariat révolutionnaire. Dans les deux cas, elle a abouti à la destruction du prolétariat comme force politique distincte au sein de la société, à une mobilisation des différentes classes ouvrières pour la défense nationale pire que celle de 1914, à la résurrection et l'exaspération des haines chauvines et finalement à la dissolution formelle de l'Internationale Communiste, et surtout à l'annéantissement momentané de toute tendance à la reconstituer.

En effet, lors du conflit de 1939-45, les forces du socialisme internationaliste sont réduites en Italie à de petits groupes sans possibilité d'influence sur la situation et, dans le reste de l'Europe, à rien du tout. L'après-guerre, qui ne tient nullement les promesses d'expansion du socialisme à la pointe des baïonnettes de l'Armée Rouge, voit au contraire le triomphe d'un ministérialisme communiste identique à celui des droites de la II^e Internationale : l'influence des ministres communistes s'exerce en faveur de la restauration de l'autorité de l'Etat (restitution des armes des insurrections partisans), en faveur de la reconstruction capitaliste (renonciation aux grèves), et plus tard, dans les "démocraties populaires", en faveur du rétablissement de l'ordre "soviétique" (Berlin, Poznan, Budapest).

Le terme de cette dégénérescence n'a cependant été atteint qu'aujourd'hui, où on ne prévoit plus ni la fin du capitalisme, glorifié dans la personne du commerce international, ni la fin du parlementarisme bourgeois, dont la "rénovation" est devenue le but politique suprême des partis politiques liés à Moscou, ni même un développement quelconque de la prétendue lutte entre "camp socialiste" et "camp capitaliste" à laquelle le stalinisme devait finir par réduire la lutte des classes, puisque, dans le domaine international, le mot d'ordre est devenu : "coexistence et émulation pacifiques" !

A mesure que, suivant sa logique interne, le "communisme" dégénéré de Staline, puis de Khrouchtchev, se dégradait au point de ne plus se distinguer en rien d'un social-pacifisme et d'un réformisme classiques, le rôle international de l'ancienne Gauche Communiste italienne grandissait, toutes proportions gardées, bien entendu, sur l'ampleur respective des deux phénomènes. En Italie, le Parti Communiste Internationaliste connaissait un modeste développement et en France, en Allemagne et en Belgique il éveillait quelques échos, dont cette publication et la revue Programme Communiste témoignent.

RESTAURATION DE LA DOCTRINE

RETOUR AU "CATASTROPHISME"

Dans le domaine de la doctrine générale de l'évolution historique et sociale, la dégénérescence politique désormais achevée de l'ancien mouvement communiste a abouti à une négation de la vision "catastrophique" de Marx : ni les oppositions de classes, ni même les oppositions d'Etats n'aboutiront plus à une lutte violente, à des conflits armés. Fondamentalement, la perspective est celle à la fois d'une paix internationale baptisée coexistence pacifique et d'une paix sociale garantie par les mots d'ordre conservateurs et réactionnaires de la "rénovation démocratique" et de la "lutte contre les monopoles". En fait, le "communisme" khrouchtchevien n'est qu'une apologie du Progrès, dans la mesure où il glorifie l'accroissement de la production et de la productivité ; qu'une apologie du capitalisme dans la mesure où il glorifie l'intensification du commerce.

Face à ces positions qui sont la reproduction pure et simple de celles de la bourgeoisie "progressive" de la seconde moitié du XIX^e siècle, les positions marxistes restent inchangées : sous le capitalisme, l'augmentation de la production et de la productivité signifie exploitation accrue du travail par le capital, augmentation démesurée de la partie non-payée du travail, de la plus-value. La consommation ouvrière, la "réserve" que la classe travailleuse se constitue sous forme soit individuelle soit sociale (protection contre la maladie, la vieillesse ; législation familiale, etc...) peuvent grandir : l'assujettissement du producteur au capital, l'insécurité de sa condition liée aux aléas de l'économie de marché grandissent en même temps. L'antagonisme de classe n'est pas atténué, mais tout au contraire exaspéré.

L'extension du commerce signifie extension de l'emprise des pays développés sur les pays sous-développés ; aggravation progressive de la concurrence naturelle entre les pays développés. Liant les différents peuples, les différents continents dans les mailles d'une économie de plus en plus mondiale, il présente dialectiquement un aspect "négatif" que veulent ignorer tous ses apologistes : la préparation de crises commerciales, et donc financières, et industrielles dont l'aboutissant, aujourd'hui comme hier, ne peut être que la guerre impérialiste. Au reste, une fraction croissante des forces productives est aujourd'hui dilapidée non point dans la produc-

tion des marchandises dont l' "honnête" commerce khrouchtchevien "à intérêt réciproque" fait "bénéficiaire" toute l'humanité, mais dans la production d'armes destructrices dont la fonction est encore plus économique (secteur d'accumulation épongeant la surproduction) que militaire.

Face maintenant aux arguments plus classiquement réformistes du khrouchtchevisme, les positions du marxisme révolutionnaire restent ce qu'elles étaient du temps de la social-démocratie : le capitalisme moderne ne se caractérise nullement (Engels le constatait déjà) par "l'absence de plan" ; la "planification", quelle qu'elle soit, ne saurait donc nullement caractériser à elle seule le socialisme. Même la disparition (plus ou moins réelle) du personnage social du capitaliste qui caractériserait la société russe d'aujourd'hui ne saurait prouver l'abolition du capitalisme lui-même (Marx le constatait déjà !) qui n'est rien d'autre que la réduction du travailleur moderne à l'état de salarié.

L'apologie du capitalisme et le réformisme de type social-démocratique dont le mélange caractérise le "communisme khrouchtchevien", ce qui le ravale encore au-dessous de ce dernier, s'allient à un défaitisme qui, en tant que reflet psychologique et idéologique de la désagrégation de la force révolutionnaire du prolétariat, stérilise même la révolte que cette apologie et ce réformisme suscitent dans certains cercles ouvriers. Il consiste à nier toute possibilité de la classe ouvrière à dépasser la concurrence exaspérée qui la déchire aujourd'hui, à se révolter contre le despotisme des besoins créés par la prospérité capitaliste, à échapper à la crétinisation engendrée par l'organisation bourgeoise des loisirs, des plaisirs, de la "culture" pour se constituer en parti révolutionnaire. Il consiste en outre à admettre implicitement ou explicitement que le progrès des armements a transformé en un monopole à jamais indestructible la possession normale du potentiel militaire de la société par la classe dominante. Toutes ces positions reviennent purement et simplement à abdiquer tout espoir révolutionnaire devant l'omnipotence de fait, mais pour nous historiquement transitoire, du Capital. On les retrouve telles quelles (respect superstitieux de la puissance militaire de l'ennemi, déjà combattue par Engels à l'époque des vieux canons et des vieux fusils "conventionnels" ; mépris ou désolation philistins devant la "bêtise", "l'ignorance", "le manque d'idéalisme" des ouvriers, déjà combattus par Lénine et par tous les militants révolutionnaires) à toutes les époques de réaction politique et sociale, mais chacune d'entre elles se trouve naturellement des raisons propres (La Bombe !) impérieuses d'y croire. Là encore, les positions marxistes restent ce qu'elles ont toujours été : le capitalisme divise, mais concentre et organise le prolétariat -et c'est finalement la concentration qui l'emporte sur la division. Le capitalisme corrompt et avilit, mais éduque révolutionnairement le prolétariat -et c'est finalement l'éducation qui l'emporte sur la corruption. En effet, tous les produits frelatés des "industries du plaisir" sont aussi impuissants à calmer le malaise croissant de la vie sociale (aussi bien urbaine que rurale !) que les tranquillisants de la médecine moderne à rendre à l'homme de la société capitaliste l'harmonie dans ses rapports avec lui-même et les autres que la "vie moderne" -c'est-à-dire capitaliste- détruit. Bien plus que dans les corruptions de ce genre, la force du Capital réside, aujourd'hui comme hier, dans l'écrasement du producteur par la durée de la journée, de la semaine, de l'année et de la vie de travail. Mais le capitalisme doit, à son corps défendant, limiter historiquement cette durée, de façon lente, mesquine, avec de continuels retours en arrière, mais il le doit, et les effets, comme le prévoyaient Marx et Engels, en seront nécessairement révolutionnaires, si l'on songe que, par ailleurs, il est également obligé d'instruire (en même temps qu'il idiotise, et pourquoi pas ?) ceux qui deviendront ses fossoyeurs ! Donc, que la perspective soit celle de l'explosion proche d'une crise de type 1929 réduisant à la condition de "prolétaire", "l'ouvrier embourgeoisé" d'aujourd'hui, ou au contraire d'une longue phase historique d'expansion et de "prospérité", la dialectique même de notre société interdit à quiconque ne fait pas profession de défaitisme de théoriser la désorganisation actuelle du prolétariat en condamnation historique définitive, en impuissance "sociologiquement déterminée" à la reconstitution du parti et de l'Internationale de classe.

A plus forte raison est-il absurde d'admettre qu'avec la puissance sociale accrue que le développement même du capitalisme donne à la classe salariée, celle-ci soit devenue impuissante à réaliser la première tâche de toutes les révolutions sociales de l'histoire : le désarmement de l'ennemi de classe, l'appropriation totalitaire de son potentiel militaire.

RETOUR AU "TOTALITARISME" REVOLUTIONNAIRE

Dans le domaine politique et social, la victoire finale du démocratisme sur la doctrine du prolétariat dans l'ancien mouvement communiste a abouti à présenter comme but du prolétariat et de toutes les couches sociales que le Capital opprime, la "résistance au totalitarisme". Cette orientation, dont la première manifestation historique fut l'anti-fascisme d'avant-guerre et de guerre (dont l' "anti-gaullisme" français actuel n'est qu'une version bouffonne), n'a pas épargné le totalitarisme soviétique lui-même, puisqu'elle a abouti au reniement du parti unique, forme indubitablement communiste et léninienne à l'origine. Accueillie favorablement par tous les ennemis de la révolution prolétarienne qui repoussaient dans le "communisme" d'inspiration stalinienne précisément tout ce qui pouvait rappeler l'ère révolutionnaire, cette orientation est non seulement défaitiste, mais illusoire. Ce que le prolétariat revendique, ce ne sont aucunement des libertés quelconques au sein du régime despotique du Capital, c'est la suppression de toutes les libertés pour tous les groupes sociaux qui lui sont attachés, au sein du régime despotique qu'il imposera à la classe capitaliste. Ce pour quoi il lutte, ce n'est pas une ridicule libéralisation de l'esclavage salarié, mais l'abolition même de cet esclavage. L'antitotalitarisme (y compris en Russie, où le parti unique a déjà fait place à un "parti ouvrier" et un "parti paysan") est une revendication des classes placées sur la même base sociale que la classe capitaliste (disposition privée des moyens de production et des produits) mais, sur cette base, nécessairement écrasées par elle. A ce titre, elle est à la fois bourgeoise et antihistorique -et à ce double titre, antiprolétarienne. Historiquement, la ruine de la petite bourgeoisie par la grande est inévitable ; socialement, elle fait -à la façon capitaliste, à la fois brutale et lente- accomplir des pas en avant en direction de la révolution socialiste. Le prolétariat ne saurait donc reconnaître comme sa tâche un retour en arrière vers des formes moins concentrées qui l'éloigneraient d'autant de la production et de l'appropriation totalement sociales qui est son but. Il ne saurait reconnaître comme son devoir de défendre contre les grands bourgeois les petits bourgeois, ennemis non moins certains du socialisme. Il ne saurait pas davantage défendre en politique le pluralisme et l'éparpillement qu'il n'y a aucun sens pour lui à défendre dans le domaine économique et social : même la constitution et le développement du parti de classe et des organisations de masse du prolétariat -négarion certaine du totalitarisme bourgeois- ne répondent en rien à une existence constitutionnellement reconnue et admise, mais à la destruction de toute constitution ; non point à une place dans l'Etat, mais au renversement de l'Etat capitaliste -non à la liberté, mais à la dictature de classe.

Pas plus après qu'avant la prise du pouvoir -pas plus en politique qu'en économie, le prolétariat révolutionnaire ne peut faire la moindre concession à cet antitotalitarisme ou confluent à la fois la résistance des petits-bourgeois à la dictature du Capital et les déceptions en partie légitimes provoquées par la contre-révolution en Russie. A l'égard des petits producteurs, le prolétariat socialiste n'aura pas la férocité du Capital -mais à l'égard de la petite production et de ses reflets politiques, idéologiques et religieux, son action sera infiniment plus décisive, rapide et finalement totalitaire que celle du capitalisme. A toute l'espèce, la dictature prolétarienne épargnera pour tout l'avenir social la masse infinie de violences et de misères qui est son lot quotidien sous le capitalisme -mais elle le fera précisément

parce qu'elle revendiquera et ^{bien}emploiera, au besoin, la violence la plus décidée contre tout groupe social -petit aussi que grand- capitaliste qui résisterait à la réalisation de cette grande mission historique. Bref, quiconque associerait aujourd'hui encore les notions de "socialisme" et d'une forme quelconque de libéralisme, pluripartisme, démocratisme, comme le font trop de courants "anti-russes" se mettrait lui-même hors de l'histoire, hors de la tendance à la reconstitution du Parti et de l'Internationale totalitairement communistes.

RETOUR A L'INTERNATIONALISME

Dans le domaine historique, la défaillance du prolétariat européen face à la seconde guerre impérialiste mondiale et à la phase de "reconstruction" capitaliste contraste avec la lutte violente et insurrectionnelle des peuples coloniaux contre l'oppression impérialiste. Devant ce mouvement, la position marxiste orthodoxe s'oppose à toutes celles de l'arc-en-ciel politique, de la bourgeoisie ouvertement impérialiste aux diverses nuances du "socialisme" abâtardi d'aujourd'hui.

Suivant, là aussi, la logique du reniement des positions révolutionnaires, les partis communistes sont passés de la défense de la "démocratie révolutionnaire" dans les pays arriérés insurgés (qui représentait déjà la négation menchévique des positions originelles de l'Internationale Communiste) à l'appui pur et simple à la domination impérialiste. Cela caractérise surtout la politique du P.C.F. face au mouvement d'indépendance en Afrique du Nord et tout particulièrement en Algérie. Il faut attendre 1956 pour voir l'indépendance nationale de la colonie révoltée revendiquée pour la première fois par les "communistes". Mais ce tournant ne signifie en rien un retour aux positions de classe : à cette date, la nécessité du retrait est devenue évidente pour tous ; il s'agit au contraire d'une ultime manoeuvre pour sauvegarder les intérêts français dans le secteur du Maghreb ; la tactique se limite à une opposition et un propagande de type parlementaire excluant absolument toute initiative du prolétariat français.

Tout aussi nette est l'opposition du communisme orthodoxe à la résurrection, dans des groupuscules d'extrême-gauche plus ou moins influencés par le trotskysme, de la théorie de la révolution par étapes consistant à appuyer inconditionnellement la direction bourgeoise de l'insurrection sous réserve d'un dépassement ultérieur vers les revendications purement communistes, dépassement dont les conditions véritables auraient été l'affirmation du parti prolétarien dès le début du mouvement insurrectionnel, contrairement à leur vision gradualiste de l'histoire. Comme l'étape ultérieure de lutte pour la direction prolétarienne de la révolution étourdiment prévue par eux à bref délai ne s'est pas vérifiée, et faute de savoir l'attendre pendant toute l'époque historique qui la préparera, ils font crédit aux prétentions démagogiques des partis plébéiens de la révolution anti-colonialiste de satisfaire aux aspirations socialistes du prolétariat non seulement colonial, mais mondial. Cela les conduit à cette vision caricaturale de l'histoire : le rôle exemplaire et subversif des bolcheviks russes et de la république rouge de 1917 après la première guerre mondiale, ce sont aujourd'hui les "socialistes" cubains, algériens, égyptiens, séoudiens, et bien entendu chinois, ce sont leurs république populaires et parlementaires qui le jouent pour le prolétariat affaibli de l'Europe et de l'Amérique démocratiques, chrétiennes et productivistes.

Toutes les révolutions anti-colonialistes qui se sont succédé au cours des dernières décennies sont des révolutions bourgeoises plus ou moins radicales selon qu'elles ont mis en branle des masses populaires plus ou moins larges, mais dont le caractère commun est que le prolétariat n'y a joué aucun rôle propre, même lorsqu'il était suffisamment nombreux, puisque les seuls objectifs pour lesquels il ait lutté étaient bourgeois : l'indépendance nationale, le développement du capitalisme national

avec tous les avantages (mais aussi tous les maux) que cette économie comporte.

A cette position qui nous distingue de tous les partisans des "socialismes" anti-colonialistes doit s'ajouter une analyse matérialiste des possibilités de transformation économique et sociale dans le sens du plein capitalisme, qui diffèrent sensiblement selon les aires considérées et selon les formes de la révolution. Cela conduit à une double distinction :

- 1) entre les révolutions réalisées "par en haut" et celles qui ont mis en branle de grandes masses, en particulier paysannes (respectivement Inde et Chine) ;
- 2) entre les Etats disposant pour la modernisation projetée d'un territoire étendu, d'une forte population, d'un puissant potentiel de ressources naturelles et en outre de traditions étatiques anciennes (Chine), et ceux que l'indigence de tous ces facteurs maintient, en dépit de l'indépendance politique formelle, sous la coupe directe du capital financier blanc (aire arabe).

Selon les aires considérées, la prévision va d'un développement capitaliste plus ou moins poussé mais toujours très difficile et douloureux, au maintien des conditions économiques spécifiques de l'ère coloniale, et donc à l'aggravation (et non point à la réduction !) du décalage qui oppose les aires industrielles aux aires "sous-développées".

Telles sont les bases de la critique que nous devons non seulement poursuivre, mais aiguïser aujourd'hui contre les directions nationales-révolutionnaires constituées en Etats nouveaux, afin d'aider le prolétariat autochtone à se séparer des couches sociales au pouvoir pour constituer des sections du futur parti internationaliste mondial.

Ceci dit, la révolution anti-coloniale attendue après la première guerre mondiale, trahie lors de sa première poussée en Chine, retardée ailleurs de toute une époque historique, a créé pour le triomphe du communisme des conditions objectives beaucoup plus favorables qu'il y a quarante ans en détruisant les conditions qui faisaient des prolétariats européens des bénéficiaires et, dans une certaine mesure, des complices de l'oppression et de l'exploitation des pays coloniaux, et en levant l'hypothèque de la question de l'indépendance nationale qui favorisait le front social et politique de la bourgeoisie et des prolétaires coloniaux.

RETOUR AU PROGRAMME COMMUNISTE

Dans le domaine du programme, notre conception du socialisme se distingue de toutes les autres en ce qu'elle postule la nécessité d'une révolution violente préalable, la destruction de toutes les institutions de l'Etat bourgeois, l'érection d'un appareil d'Etat nouveau dirigé par un parti unique : celui qui aura préparé, unifié et fait aboutir les assauts prolétariens contre l'ancien régime.

Mais de même que nous rejetons la conception d'un passage graduel et pacifique du capitalisme au socialisme, sans révolution politique, c'est-à-dire sans destruction de la démocratie, nous repoussons tout autant la conception anarchisante qui limite la mission de la révolution au renversement du pouvoir d'Etat existant. La révolution politique ouvre, pour le marxisme orthodoxe, une nouvelle époque sociale dont il importe de redéfinir les grandes phases.

Phase de transition

Elle se caractérise politiquement par la dictature du prolétariat, économiquement par une survivance des formes spécifiquement liées au capitalisme : une distribution mercantile des produits, même issus de la grande industrie, et, dans certains secteurs surtout agricoles, une production de type parcellaire. Ces formes ne peuvent être dépassées que par des mesures "despotiques" du pouvoir prolétarien :

passage sous sa gestion de tous les secteurs à caractère déjà social et collectif (grande industrie, grande agriculture, grand commerce, transports, etc...); mise en place d'un vaste appareil de distribution, indépendant du commerce privé, mais fonctionnant toujours, du moins dans un premier temps, selon les critères mercantiles. Dans cette phase, cependant, la tâche de la lutte militaire l'emporte sur celle de la réorganisation économique et sociale, à moins qu'à l'encontre de toute prévision raisonnable la classe déchue à l'intérieur, menacée au dehors ne renonce à toute résistance armée.

La durée de cette phase dépend de l'importance des difficultés que la classe capitaliste réussira à créer au prolétariat révolutionnaire, d'une part, d'autre part de l'ampleur de l'oeuvre de réorganisation, qui est en raison inverse du stade atteint dans chaque secteur et chaque pays par l'économie et la société, et qui donc se présente de la façon la plus simple dans les pays les plus évolués.

Phase du socialisme inférieur

Elle dérive dialectiquement de la première. Ses caractéristiques sont les suivantes : l'Etat prolétarien dispose désormais de tout le produit échangeable, même si subsiste encore un secteur de petite production. C'est là la condition pour passer à une distribution qui n'est plus monétaire, mais qui garde encore le caractère d'un échange, puisque l'assignation des produits aux producteurs dépend de leur prestation de travail, s'effectuant par l'intermédiaire de bons de travail attestant celle-ci. Ce système diffère substantiellement du salariat qui rive le traitement du travailleur à la valeur de sa force de travail, déterminant un abîme croissant entre la vie des individus et les possibilités et richesses sociales : rien ne s'interposant plus entre les besoins et leur satisfaction que l'obligation du travail pour tous les individus valides ; tous les progrès de la société, qui en régime capitaliste s'érigent en puissance hostile à la classe productrice, deviennent immédiatement moyen d'émancipation pour toute l'espèce. On a cependant encore affaire à des formes directement héritées de la société bourgeoise : "Le même quantum de travail que le producteur a fourni à la société sous une forme, il le reçoit d'elle, en retour sous une autre forme... Le principe directeur est le même que pour l'échange de marchandises équivalentes .. Le droit égal est donc toujours ici dans son principe le droit bourgeois, bien que principe et pratique ne s'y prennent plus aux cheveux, tandis qu'aujourd'hui l'échange d'équivalents n'existe pour les marchandises qu'en moyenne, et non dans le cas individuel. En dépit de ce progrès le droit égal reste toujours grevé d'une limite bourgeoise : ... le droit du producteur est proportionnel au travail qu'il a fourni " (Marx, Critique du Programme de Gotha). Surtout, le travail continue à apparaître comme une contrainte sociale, de moins en moins astreignante à mesure que les conditions générales du travail s'améliorent, toutefois.

En outre, la disposition par l'Etat prolétarien des principaux moyens de production permet (après la suppression draconienne de tous les secteurs économiques inutiles ou anti-sociaux qui a commencé dès la phase transitoire) un développement accéléré des secteurs sacrifiés par le capitalisme, qui sont essentiellement l'habitation et l'agriculture ; bien plus, une réorganisation géographique de l'appareil productif, qui, à la limite aboutit à la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne et à la constitution d'une seule unité de production à une échelle au moins continentale. Elle permet également l'intégration des petits producteurs à la production sociale, grâce aux avantages que l'Etat prolétarien leur consentira s'ils acceptent le passage à des formes plus évoluées et concentrées de production quand il disposera du monopole effectif de la production industrielle.

Enfin, tous les progrès ainsi réalisés constituent l'abolition des conditions générales qui, d'une part, rivent le sexe féminin à un travail domestique improductif

et mesquin, d'autre part confinent toute une fraction des producteurs à des activités purement manuelles, faisant du travail intellectuel un privilège social, livrant tout le patrimoine des connaissances scientifiques à une seule classe de la société. Ainsi se dessine, outre l'abolition des classes dans les rapports respectifs avec les moyens de production, la disparition de l'attribution fixe de tâches sociales déterminées à certains groupes humains.

Phase du socialisme supérieur (1)

Dans la mesure où il remplit ces tâches pour lesquelles il est né et qui excèdent sa fonction historique de prévention et de répression des tentatives de restauration capitaliste, l'Etat tend à disparaître en tant qu'Etat, c'est-à-dire en tant que gouvernement des hommes, pour devenir un simple appareil d'administration des choses. Ce dépérissement est lié à la disparition de classes distinctes et opposées au sein de la société, et s'achève donc avec la transformation du paysan (ou artisan) plus ou moins parcellaire en véritable producteur industriel. Ainsi est atteint le stade du communisme supérieur ainsi caractérisé par Marx : "Dans une phase supérieure de la société communiste, quand auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'opposition entre le travail intellectuel et le travail manuel ; quand le travail ne sera pas seulement un moyen de vivre, mais deviendra lui-même le premier besoin vital ; quand, avec le développement multiple des individus, les forces productives se seront accrues elles aussi et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance, alors seulement l'horizon borné du droit bourgeois pourra être définitivement dépassé et la société pourra écrire sur ses drapeaux : "de chacun selon ses capacités, à chacun selon ses besoins !".

Ce grand résultat historique dépasse la destruction des antagonismes entre les hommes dont l'effet était l'inquiétude, l'insécurité "générale, particulière, perpétuelle" (Babeuf), lot de l'homme de la société capitaliste ; elle est la condition d'une réelle domination de la société sur la nature, ce qu'Engels appelait "le passage du règne de la nécessité à celui de la liberté" dans lequel le développement des forces humaines devient pour la première fois fin en soi de l'activité humaine, ce "suppose l'homme en tant qu'homme et son rapport au monde comme un rapport humain" (Marx). C'est alors aussi que, dans la praxis sociale, se réalise la solution de toutes les antinomies de la pensée théorique traditionnelle "entre existence et essence, objectivation et affirmation de soi, liberté et nécessité, individu et genre" (Marx), si bien que le communisme mérite la qualification que lui appliquaient les fondateurs du socialisme scientifique d' "énigme enfin résolue de l'histoire".

RECONSTITUTION DU PARTI COMMUNISTE A L'ECHELLE MONDIALE

La reconstitution à l'échelle nationale et internationale d'un parti politique prolétarien capable d'assurer la continuité de la politique révolutionnaire ne pourra devenir un fait historique effectif que si les forces d'avant-garde du prolétariat des pays avancés et sous-développés s'orientent autour des positions cardinales ci-dessus définies. Le communisme orthodoxe se distingue de toutes les variétés d'extrémisme plus ou moins socialisant en ce qu'il nie que l'évolution de la société moderne exclue la reproduction d'un tel phénomène historique. En d'autres termes, il nie que les mêmes lois qui déterminent dans la phase actuelle, substantiellement fas-

(1) On trouve également, dans la littérature marxiste, la distinction équivalente entre "phase socialiste" et "phase communiste".

ciste, de la domination capitaliste le dépérissement des luttes politiques entre partis bourgeois frappent également le prolétariat d'incapacité à se constituer en parti révolutionnaire. Il affirme au contraire que c'est précisément l'effacement des oppositions, même formelles, entre droite et gauche classiques, libéralisme et autoritarisme, fascisme et démocratie, qui fournit la meilleure base historique au développement d'un parti résolument communiste et révolutionnaire. La réalisation de cette possibilité est liée non seulement à l'éclatement inévitable d'une crise ouverte à plus ou moins brève échéance, sous une forme ou une autre, mais à l'aggravation objective des contradictions sociales dans les phases mêmes d'expansion et de prospérité. Quiconque émet le moindre doute sur ce point doute en fait des chances historiques de la révolution communiste. Cela s'explique par l'étendue de la régression que la dégénérescence de la III^e Internationale, la seconde guerre impérialiste, l'extension mondiale et le renforcement conséquent du capitalisme ont déterminée, mais ne fait que traduire, jusque dans la pensée de ses "fossoyeurs", le triomphe momentané du Capital. Or, loin d'assurer l'éternité du régime, celui-ci ne fait que préparer, en la retardant, l'explosion révolutionnaire la plus brutale de l'histoire.

Le développement du parti ne peut obéir à des règles formelles du type de celles que nombre d'oppositions anti-staliniennes ont revendiquées sous le nom de "centralisme démocratique" et qui reviennent à postuler que sa juste orientation dépend de la libre expression de la pensée et de la volonté de la base prolétarienne, et du respect des règles démocratiques et des canons électoraux dans la désignation des responsables aux différents échelons. Sans nier que l'étouffement des oppositions et l'irrégularité des procédures aient effectivement servi à liquider, en Russie et dans le monde, la tradition révolutionnaire du parti, notre courant définit cette liquidation essentiellement par la liquidation d'un programme et d'une tactique, que le retour éventuel aux saines normes organisatives voulu par les trotskystes n'aurait nullement suffi à empêcher. De même, pour l'avenir, plus qu'à aucun statut comportant un usage large et régulier du mécanisme majoritaire, nous faisons confiance à une définition sans aucune équivoque, sans aucune concession des buts et des moyens de la lutte révolutionnaire. Ou le parti parvient à sélectionner en son sein des organismes évidemment aptes à appliquer sans failles son "catéchisme", ou bien son existence même est à mettre en question. Dans ce cas, c'est cette sélection qui est à réaliser, et non point un modèle quelconque de fonctionnement interne. Tel est le contenu de la formule du "centralisme organique" que notre courant a toujours opposée à celle du centralisme démocratique. Elle met l'accent sur le seul élément réellement principal, qui n'est pas le respect de la majorité, mais celui du programme ; non pas de l'opinion individuelle, mais de la tradition historique et doctrinale du mouvement. A cette conception correspond une structure interne que les partisans impénitents des libertés individuelles ou collectives pourront bien flétrir comme une dictature de comités, voire d'individus, mais qui, en substance, réalise la condition sine qua non de la persistance du parti comme organisme révolutionnaire : la dictature des principes. Lorsqu'elle est réalisée, la discipline de la "base" à l'égard des décisions du "centre" est obtenue avec le minimum de heurts. Là où une véritable dictature des individus devient nécessaire, c'est lorsque la tactique du parti s'émancipe de l'autorité du programme, suscitant des frictions et des heurts dont on ne vient à bout que par des mesures disciplinaires, comme cela s'est produit dans l'Internationale avant même la victoire de Staline.

Le développement historique du parti de classe manifeste, à toutes les époques où il se vérifie, "le déplacement d'une avant-garde du prolétariat du terrain des mouvements spontanés suscités par des intérêts partiels de groupes sur celui d'une action prolétarienne générale." Ce résultat n'est pas favorisé par une négation de ces mouvements élémentaires, mais sont au contraire par une participation aux luttes réelles de l'organisme, même embryonnaire, du parti. L'œuvre de propagande idéologique

et de prosélytisme, qui fait naturellement suite à la phase intra-utérine de clarification doctrinale, ne saurait donc être séparée d'une intervention dans les mouvements revendicatifs qui, loin d'attribuer jamais la valeur d'une fin en soi aux "conquêtes" syndicales, obéit à une double préoccupation : faire de ces mouvements "un moyen d'acquérir l'expérience et l'entraînement indispensables à une réelle préparation révolutionnaire" par une critique impitoyable des prévisions, des postulats et des méthodes des syndicats et des partis de collaboration de classes qui les contrôlent ; et, à un stade plus avancé, réaliser "leur unification et leur dépassement révolutionnaire dans l'expérience vivante, en poussant à leur total accomplissement".

Mais aujourd'hui tous les problèmes relatifs à ce développement du parti se posent dans le cadre historique d'une crise doctrinale et pratique sans précédent du mouvement socialiste international. Malgré cela l'expérience antérieure suffit à dégager une loi : la reconstitution de la puissance offensive de la classe ouvrière ne peut être le résultat d'une révision, d'une mise à jour quelconque du marxisme, et à plus forte raison de la "création" d'une prétendue doctrine nouvelle. Elle ne peut dériver que de la restauration du programme originel qui, face aux déviations de la Seconde Internationale avait été assurée par le parti bolchevik et qui, face à celle de la Troisième, l'a été par la Gauche marxiste italienne, dans des conditions générales bien pires toutefois. Quels que soient donc les secteurs où la lutte pour le communisme est appelée à renaître, quels que soient les délais qui nous en séparent, le futur mouvement international ne peut manquer d'être l'aboutissant historique de la lutte menée par ce courant, et il est probable que physiquement aussi, il a un rôle décisif à y jouer. C'est pourquoi, dans la phase actuelle, la reconstitution d'un embryon d'Internationale ne saurait prendre qu'une seule forme : le ralliement au programme et à l'action du Parti Communiste Internationaliste d'Italie; l'établissement avec lui de liens organisationnels tels qu'ils répondent au principe du centralisme organique et soient débarrassés de toute forme de démocratisme.

Le communisme est une existence mondiale, absolue, de la société actuelle. Tôt ou tard, les masses prolétariennes reviendront battre les forteresses du capitalisme en une immense vague révolutionnaire. La destruction de ces dernières, la victoire du prolétariat ne peut se produire que si la tendance à la reconstitution du parti de classe s'approfondit et se généralise au monde entier. La reconstitution de l'Internationale, tel est le but de tous ceux qui veulent la victoire de la révolution communiste, contre laquelle luttent déjà les forces coalisées de l'Internationale capitaliste.

Supplément au n° 24 de la revue Programme Communiste.